

« Grand débat » à Fresnes-sur-Escaut, samedi 9 février 2019

Résumé

Une bonne cinquantaine de participants; moyenne d'âge assez élevée (+ cinquante ans); plusieurs élus; **temps de parole plus important pour les élus présents** que parmi le public; des militants se sont aussi largement exprimé.

Thèmes abordés :

- l'hôpital, la santé publique, le malaise des soignants; le coût des mutuelles, le tiers-payant

- le mal-logement et les marchands de sommeil;
- **le pouvoir d'achat** avec le niveau des salaires et des retraites;
- les fonctionnaires et les services publics;
- évasion fiscale, optimisation fiscale;
- Le prix des carburants et la concurrence avec les travailleurs détachés;
- Le RIC et le vote blanc

Marie-Thérèse, élue : « Je suis à la retraite depuis quatre ans; j'étais une soignante « en bas de l'échelle ». J'interviens parce que les conditions de travail se sont considérablement dégradées en quatre ans. Les administratifs ont pris le pouvoir. **Que peut-on faire pour les hôpitaux ? »**

Carole, travaille à l'hôpital de Valenciennes : « **C'est une catastrophe !** Je suis effarée de la déclaration de madame Buzyn : « l'hôpital est financé par nos impôts ». C'est faux ! Il est financé par les cotisations sociales, par la Sécurité sociale; je défends le salaire socialisé; 14 millions de personnes n'ont pas de mutuelle; **il faut voter l'abolition des franchises médicales;** aujourd'hui, la Santé est en danger. »

Annie Notelet, présidente de l'association UPGCS. « En tant que malade, j'estime qu'on a touché à mes droits. La santé est un droit, inscrit dans la loi Kouchner. Or la santé n'apparaît pas dans le Grand Débat. Tout est fait pour les lobbies, par pour l'humain. En ce moment, on est à une alerte sanitaire par jour, voire deux. J'ai fait une lettre ouverte à Macron pour lui **demander de mettre la santé dans le Grand Débat.** Suicide, dépression, burn-out : les soignants sont en crise. **Il faut créer un partenariat entre soignants et soignés.** »

Sandrine, touche l'AAH, victime du chômage et du mal-logement : Je ne comprends pas que des propriétaires ne fassent pas les travaux qu'ils doivent faire et qu'on soit obligé de vivre dans des logements insalubres. Et payer nos loyers. Je ne sais plus quoi faire. **Ce n'est pas avec l'AAH qu'on s'en sort. Moi ce que je veux, c'est bosser, malgré ce que j'ai. »**

Jean-Pierre : « **Mettons en place « un permis de louer »**. C'est très simple à mettre en place, il y a des services d'urbanisme dans les mairies. Par ailleurs, **ne serait-il pas possible d'étendre l'encadrement des loyers en zone tendue, dans le Valenciennois ? »**

Laurent : « Je reviens sur le sujet parce que le mouvement des Gilets jaunes et le Grand Débat, **c'est le pouvoir d'achat. Que comptez-vous faire pour qu'on puisse se faire un peu plaisir ?** Il y a la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité et la hausse d'un point sur les produits de luxe. Mais au final, ce sont les grands distributeurs qui font les prix. **Quel est votre ressenti à ce sujet ? »**

Joëlle : « On fait payer la CSG aux retraités, mais pourquoi aux invalides ? »

Un fonctionnaire retraité : « **Mon pouvoir d'achat bien diminué. Son évolution passe par le suivi de l'inflation.** Or pour les deux prochaines années, ce sera 0,3% et le pouvoir d'achat de mes collègues actifs est bloqué depuis dix ans (gel du point d'indice)... »

David : « Le constat est simple. Depuis de nombreuses années, **le pouvoir d'achat** diminue, les fins de mois sont difficiles, les salaires sont bloqués depuis dix ans dans la fonction publique. Les gouvernements qui se sont succédé sont à la botte des capitalistes et des grands patrons. C'est toujours aux salariés de faire des efforts, par contre l'industrie du luxe progresse de façon insolente. Et ça personne ne s'en émeut. C'est pas juste. Faut pas s'étonner qu'il y ait des gens dans la rue. Il faut se bouger ! On nous dit à la radio qu'il n'y a pas d'argent en France. Mais c'est pas vrai, il y en a, et même beaucoup, certains sont tellement loin de la France qu'on ne les voit plus... **Est-ce que si on supprime l'évasion fiscale, si on diminue l'optimisation fiscale, est-ce que ça suffirait pour que les citoyens français aient une vie meilleure ? »**

Daniel, élu à Escautpont : « Je voudrais souligner **la difficulté à faire vivre les petites communes** de moins de 5 000 habitants. Sur le pouvoir d'achat, je reviens sur les propos de Laurent. Les fonctionnaires portent le chapeau ! Ils coûtent trop cher ! Mais **on ne peut pas avoir des services publics de qualité si on n'a pas les moyens suffisants.** »

Un commerçant à la retraite : « On a perdu plus de 20% de **pouvoir d'achat** depuis l'euro. Je suis retraité depuis six ans mais toujours en activité, à 70 ans ! On n'arrive pas à vendre nos commerces. Le RSI me prend 47% sur les bénéfiques. Je verse dans le vide depuis six ans et après on est encore imposé sur les revenus. J'espère que ça va rentrer dans l'ordre pour les ouvriers, pour les salariés. **On voudrait vivre mieux, aller au cinéma, aider nos enfants, nos petits-enfants.** »

Un assureur (élu d'opposition à Fresnes ?). « Un tiers des agriculteurs seulement arrive à vivre. La retraite agricole, au bout d'une vie de travail, c'est 1094 euros. J'aimerais aussi qu'on parle carburant. **Le carburant, pour moi, c'est de l'or.** Il faudrait arriver à dé plafonner nos carburants, à rééquilibrer nos taxes. C'est bien beau de mettre des primes (pour acheter des véhicules non polluants, mais avant de penser à pas polluer, il faut penser à manger. Et puis est-ce que le gas-oil pollue tant que ça ? Et les bateaux de croisière qui polluent à outrance ? Et les avions ? Regardez les routiers : qui sont leurs concurrents ? Des Roumains, des Luxembourgeois, des personnels dé plafonnés (sic) qui roulent avec des carburants dé plafonnés.

Moi je dépense 350€ par mois de carburant et mon épouse, 180€ par mois. »

Claude Mascret, responsable section PC de Fresnes. « En météo, il y a la température réelle et le ressenti. En économie, la température réelle dépasse le ressenti ! Il y a du mépris envers les retraités, accusés de gagner trop. **Chaque année de retraite repoussée, c'est 7 à 800 000 jeunes qu'on laisse de côté.** 822 000 entreprises réclament un salarié d'urgence. 30 milliards, ça finance 1 million d'emplois à 1500 euros par mois; C'est comme ça qu'il faut utiliser le CICE et les aides aux entreprises (*en résumé*)

La productivité des ouvriers français est la deuxième du monde après celle des Japonais. »

Luc Copin (longue intervention). « Ce débat a deux fonctions, pointer ce qui ne va pas et repenser la société, faire des propositions. L'administration est devenue trop compliquée, il y a une pléthore de textes qui s'empilent et qui font qu'on n'avance pas; l'exemple c'est Seine-Nord, ça fait 50 ans et c'est toujours pas fait. L'éloignement des centres de décision est aussi un problème; il faut redonner du pouvoir aux élus locaux, aux communes; il faut refuser une vision purement économique de la société, la vente des bijoux de famille, les aéroports, les autoroutes; il faut sortir du rythme infernal de l'organisation capitaliste; la transition écologique, c'est un problème qui nous pend au nez; la surconsommation épuise la Terre.

Laurent. « Ne peut-on pas envisager une diminution des privilèges des députés et des sénateurs; 7500 € de salaire, plus 5000 € de frais de mandat, de telles sommes sont un peu affolantes. N'oubliez pas de commencer par vous-même ! »

Un chômeur. « On ne peut pas donner de solutions ! Je suis chômeur de longue date. Si on était rémunéré pour donner des solutions, je vous en donnerais des tas ! **C'est de la blague de dire que les solutions doivent venir d'en bas.** **Pourquoi ne pas instaurer le RIC ?** On pourrait proposer des lois, accepter celle des députés et révoquer des députés à mi-mandat ?

Sandrine. « Est-il envisageable de prendre en compte **le vote blanc** comme vote effectif ? »